



# ÉCLAIRAGES ET SYNTHÈSES

## LE PORTRAIT SOCIO-ÉCONOMIQUE DU DÉPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES



### Sommaire

- p. 02** Une évolution démographique atone
- p. 03** Un tissu économique porté par les TPE
- p. 04** Un avenir incertain pour l'emploi
- p. 05** Le profil des emplois du territoire
- p. 06** 49% des offres d'emploi se répartissent sur trois domaines professionnels
- p. 07** Une réduction du potentiel d'emploi
- p. 09** La crise sanitaire a stoppé l'amélioration de la situation de la demande d'emploi entamée fin 2018
- p. 10** La demande d'emploi augmente quels que soient la tranche d'âge et le sexe - Le chômage de très longue durée perdure
- p. 11** Les mutations du marché du travail - Près de 85 400 reprises d'emploi en 2019
- p. 12** Le Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences 2019-2022
- p. 13** 12 100 entrées en formation de demandeurs d'emploi en 2019 - Pôle emploi est le principal prescripteur de formation du département
- p. 14** 56% des sortants de formation ont accédé à un emploi six mois après la fin de leur formation - Les POEI et les AFPR permettent un meilleur accès à l'emploi
- p. 15** Les mobilités géographiques des demandeurs d'emploi
- p. 16** En résumé
- p. 17** Méthodologie

### L'essentiel

Le portrait socio-économique présenté dans ce support a pour objectif d'identifier les principales caractéristiques du marché du travail pour le territoire et son environnement. Il vise à mieux comprendre les enjeux en termes d'emploi et de chômage.

La crise sanitaire de la COVID-19 et le confinement associé, qui a duré du mardi 17 mars au lundi 11 mai, ont entraîné l'arrêt de nombreuses activités économiques. En termes économiques, on s'attend donc à des répercussions dans les secteurs phares du département.

Les chiffres clés du territoire :

- ① 1 079 400 habitants au 1<sup>er</sup> janvier 2020.
- ② 147 200 établissements marchands hors agriculture à fin 2017.
- ③ 391 500 salariés des secteurs public et privé au 30 juin 2020
- ④ 125 950 offres diffusées sur le site de [www.pole-emploi.fr](http://www.pole-emploi.fr) de juillet 2019 à juin 2020.
- ⑤ 8,0% de taux de chômage au 2<sup>e</sup> trimestre 2020.
- ⑥ 125 450 demandeurs d'emploi toutes catégories au 2<sup>e</sup> trimestre 2020 ; 53% de demandeurs d'emploi indemnisés au 1<sup>er</sup> trimestre 2020.
- ⑦ 112 700 demandeurs d'emploi inscrits en catégories A, B et C au 2<sup>e</sup> trimestre 2020, dont 18% de bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA), 8% de bénéficiaires d'obligation d'emploi et 9% résidents en Quartiers Prioritaires de la Ville (QPV).



### Une évolution démographique atone

Au 1<sup>er</sup> janvier 2020, le nombre d'habitants des Alpes-Maritimes est de 1, 079 million, un niveau équivalent à celui de 2009 [cf. Tableau 1].

La densité de population est de 252 habitants au km<sup>2</sup> (119 pour FM<sup>(1)</sup>). Le département est le 21<sup>e</sup> plus peuplé de France métropolitaine.

La population du département affiche un rythme de progression quasi nul depuis 2007 : -0,01% annuel entre 2007 et 2012, +0,02% entre 2012 et 2017.

Ce manque de dynamisme démographique résulte d'un solde naturel (écart entre les naissances et les décès) positif et d'un solde migratoire négatif, de faible amplitude.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2020, les moins de 25 ans sont moins nombreux dans les Alpes-Maritimes qu'en France métropolitaine, ils représentent 26% de la population (29% FM). À l'inverse, les 50 ans et plus comptent pour une part plus importante dans le département (45%), dont 24% (20% FM) pour les plus de 65 ans.

<sup>(1)</sup> FM : France métropolitaine

Tableau 1

#### Estimation de la population au 1<sup>er</sup> janvier 2020

	Nombre d'habitants		Poids	
	France métro.	Alpes-Maritimes	France métro.	Alpes-Maritimes
Hommes	31 378 900	<b>509 400</b>	48%	<b>47%</b>
Femmes	33 519 100	<b>570 000</b>	52%	<b>53%</b>
- 25 ans	19 025 900	<b>279 300</b>	29%	<b>26%</b>
25-49 ans	19 944 700	<b>316 400</b>	31%	<b>29%</b>
50 ans & +	25 927 300	<b>483 700</b>	40%	<b>45%</b>
Ensemble	64 898 000	<b>1 079 400</b>	100%	<b>100%</b>

Source : INSEE, Recensement de la population

Tableau 2

#### Estimation de la population active au 1<sup>er</sup> janvier 2017

	Nombre d'habitants		Poids	
	France métro.	Alpes-Maritimes	France métro.	Alpes-Maritimes
15-24 ans	3 069 900	<b>44 000</b>	10%	<b>9%</b>
25-54 ans	22 321 000	<b>358 300</b>	75%	<b>74%</b>
55-64 ans	4 499 500	<b>83 200</b>	15%	<b>17%</b>
Ensemble	29 890 400	<b>485 500</b>	100%	<b>100%</b>

Source : INSEE, Recensement de la population

La catégorie socioprofessionnelle de la population active continue à s'élever entre 2012 et 2017 : davantage d'artisans, commerçants, chefs d'entreprises (+0,1 pt), de cadres et professions intellectuelles supérieures (+0,9 pt) et moins d'ouvriers et d'employés (-1 pt et -0,6 pt).

Source : INSEE, Recensement de la population

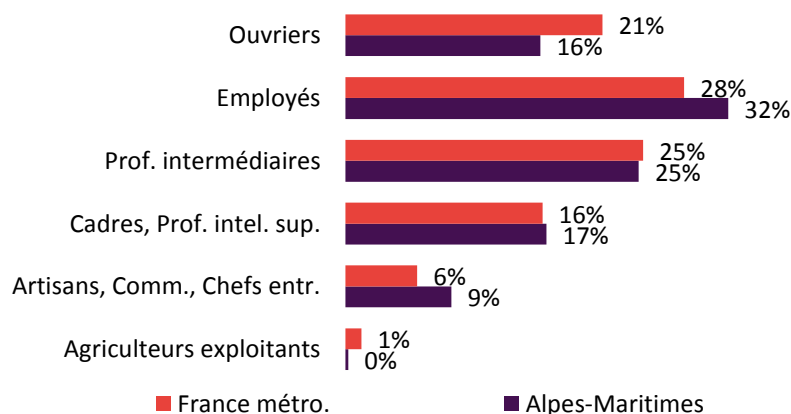
Le nombre d'actifs début 2017 est de 485 500, soit 75% des 15-64 ans (74% FM). Parmi les 55-64 ans, 61% sont actifs [cf. Tableau 2].

Les actifs du département sont toujours composés en majorité d'employés et de professions intermédiaires [cf. Graphique 1].

Le département compte plus d'employés et d'artisans, commerçants, chefs entreprises et moins d'ouvriers que la moyenne nationale.

Graphique 1

#### Répartition des actifs par catégorie socioprofessionnelle en 2017

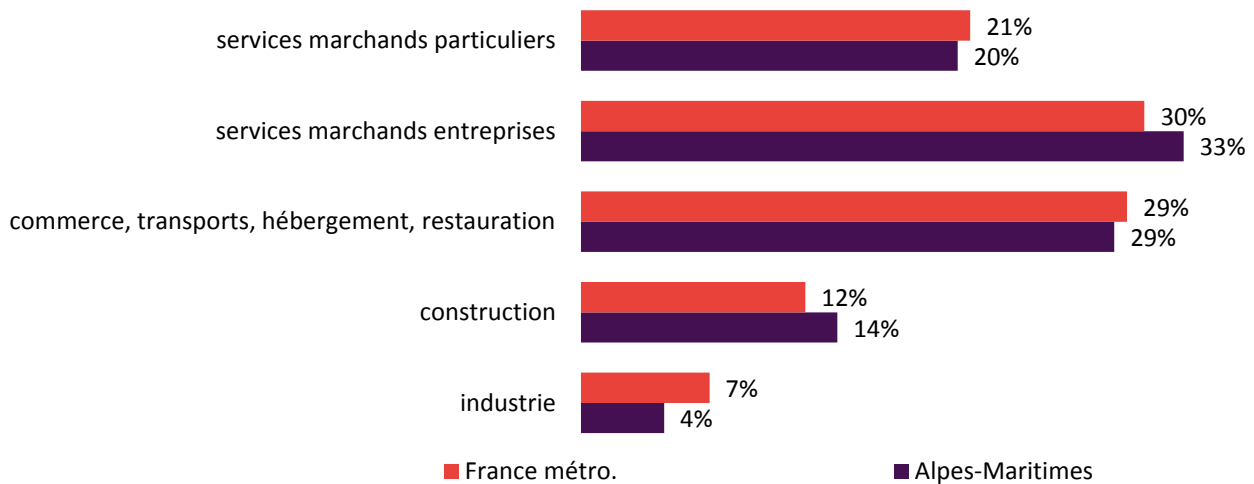


## Un tissu économique porté par les TPE

Fin 2017, 147 200 établissements composent les activités marchandes départementales hors agriculture, soit 3% de l'ensemble des établissements de France métropolitaine et 27% des établissements de la région. Fin 2016, le poids de l'emploi présentiel est supérieur à celui de France métropolitaine (73% contre 66%). L'économie départementale est orientée sur la production de biens et de services auprès des personnes présentes sur le territoire, résidentes ou touristes [cf. Graphique 2]. Hors Île-de-France, le département est la première destination touristique nationale. Selon l'INSEE, deux emplois touristiques sur trois émanent de l'hébergement restauration.

Graphique 2

### Répartition du tissu économique par secteur d'activité au 31 décembre 2017



Source : INSEE, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene)

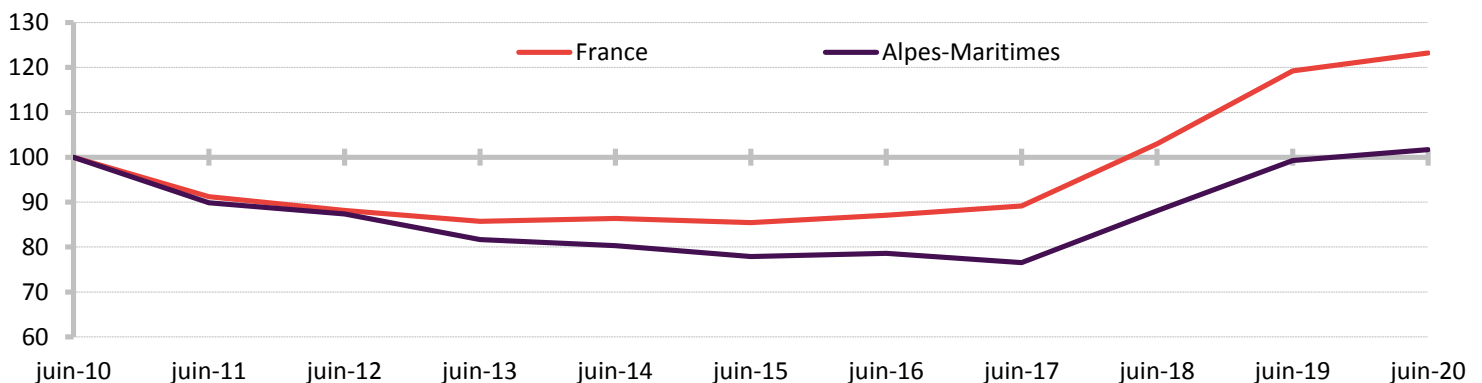
Le tissu économique départemental est marqué par l'importance des entreprises de moins de 10 salariés (96% contre 94% FM en 2015). Le taux de créations d'entreprise est de 12% en 2017 (13% FM).

À fin juin 2020, le volume de créations de micro-entreprises sur 12 mois augmente sur un rythme plus modéré que l'an passé (de +12% dans les Alpes-Maritimes et de +5% en France) pour atteindre un niveau proche de celui de 2012. Cette croissance découle notamment d'un contexte politique plus favorable avec des projets tel que la loi PACTE (Plan d'Action pour la Croissance et la Transformation des Entreprises) [cf. Graphique 3]. Le volume global de créations d'entreprise poursuit la hausse amorcée en 2017 et dépasse le niveau de 2010.

Dans le même temps, le nombre de défaillances sur douze mois diminue de -18% (-25% France), pour s'établir à 1 120 dans les Alpes-Maritimes. Le dispositif de chômage partiel, mis en place et financé pleinement par l'État, a probablement contribué à cette baisse.

Graphique 3

### Évolution du cumul 12 mois des créations d'entreprise - indice base 100 au 30 juin 2010



Source : INSEE, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene) - données brutes

### Un avenir incertain pour l'emploi

À fin juin 2020, 391 500 personnes sont salariées dans les Alpes-Maritimes, que leur employeur soit privé ou public. À fin décembre 2018, l'INSEE chiffre à 87 300 le nombre de salariés dans la fonction publique dans les Alpes-Maritimes, soit 21% de l'emploi total départemental, comme au niveau national. Il y a proportionnellement dans le département moins de fonctionnaires de la fonction publique hospitalière (16%) qu'en France métropolitaine (22%).

Sur le passé récent, les aides en faveur de l'emploi ont été modifiées. Les CIE étant supprimés, 1 500 embauches en Parcours Emploi Compétences (PEC) ont été contractées en 2019 dans les Alpes-Maritimes [cf. Tableau 3].

Tableau 3

#### Entrées en contrat aidé en 2019

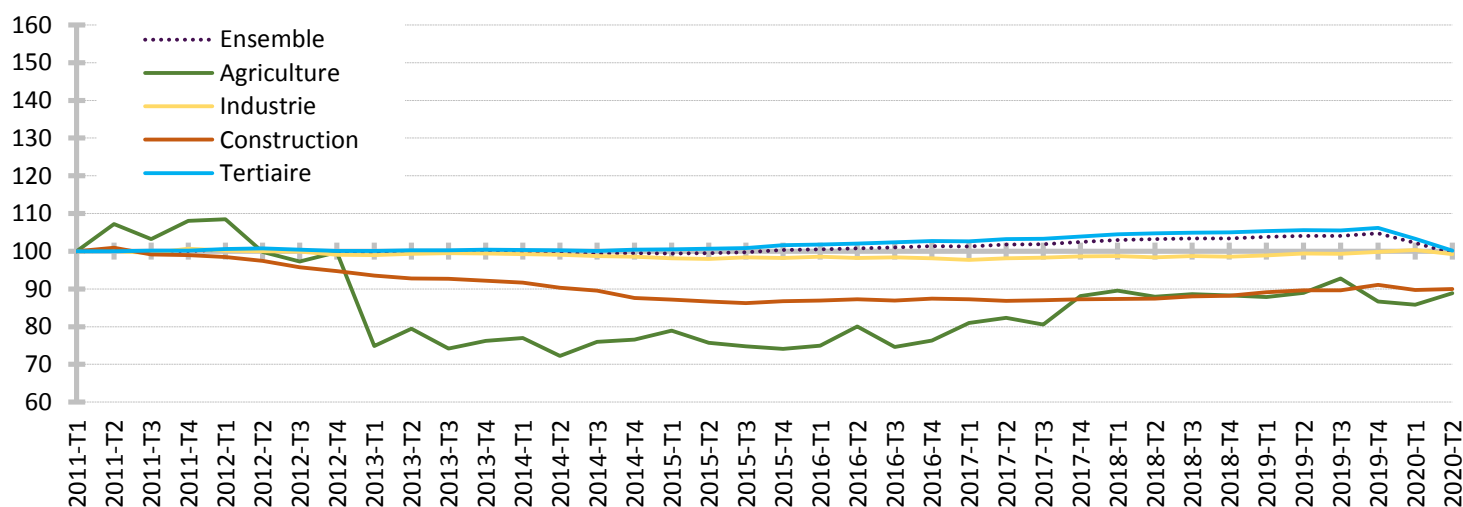
	France métro.	Alpes-Maritimes
Contrats uniques d'insertion / Parcours emploi compétences	78 400	1 500
Contrats à durée déterminée d'insertion	173 100	1 200
Contrats d'apprentissage	347 400	4 600
Parcours contractualisés d'accompagnement vers l'emploi	321 300	6 200
Garanties jeunes	91 400	1 300

Source : DIRECCTE, Politiques d'aide à l'emploi

Dans les Alpes-Maritimes, le nombre de salariés a peu varié entre 2011 et, avait lentement progressé depuis. Mais cette progression marque un coup d'arrêt en 2020. Le nombre de salariés diminue de -4,5% par rapport à fin juin 2019 (-2,3% au national) [cf. Graphique 4]. C'est le département de la région qui subit le plus fort recul. Le secteur de l'industrie a perdu des emplois jusqu'en septembre 2017 pour en récupérer par la suite. Cependant, le niveau d'emploi de ce secteur stagne entre juin 2019 et juin 2020 (-0,1%). Par ailleurs, le secteur de la construction a gagné des postes depuis fin 2015, avant de se stabiliser (+0,3% entre juin 2019 et juin 2020). Le secteur tertiaire continuait à générer des emplois supplémentaires jusqu'en 2019, avant un net recul (-5,1% entre juin 2019 et juin 2020). Le recours à l'intérim présentait une tendance à la hausse depuis 2015 avant de fortement chuter entre juin 2019 et juin 2020 (-36,8%). Ces baisses sectorisées de l'emploi sont les prémices des effets de la crise sanitaire, particulièrement forts dans le département.

Graphique 4

#### Évolution de l'emploi salarié total par grand secteur (indice de référence au 31 mars 2011 = 100)



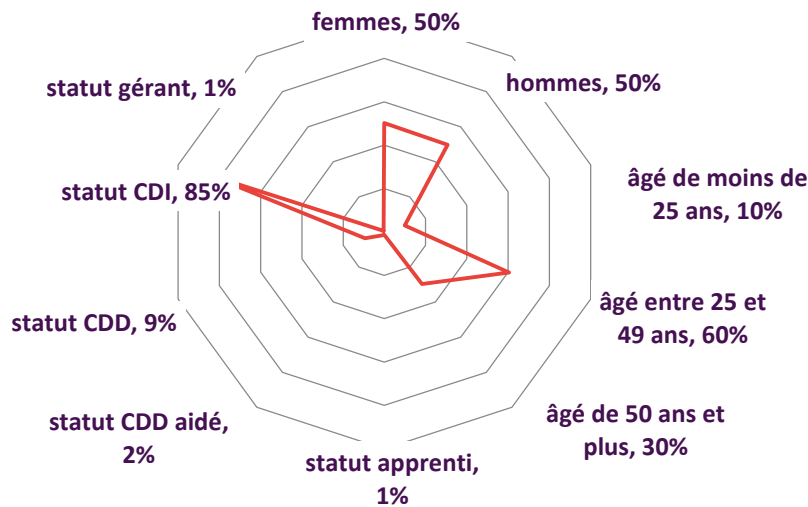
Source : INSEE, Estimations d'emploi trimestrielles



## Le profil des emplois du territoire

Graphique 5

### Répartition des effectifs salariés par sexe, âge, statut



Source : ACOSS - Pôle emploi SISF / DADS 2016

fin 2016, 309 400 personnes étaient salariées dans les Alpes-Maritimes, selon le champ de la statistique DADS [cf. Graphique 5]. Le salarié type est âgé de 25 à 49 ans dans 60% des cas et en CDI dans 85% des cas .

29% des femmes travaillent à temps partiel, contre 12% pour les hommes. 9% des femmes travaillent à mi-temps ou moins (5% des hommes) [cf. Tableau 4].

L'étude des DADS fait ressortir l'administration publique générale comme le 1<sup>er</sup> secteur employeur du département en NACE 700 [cf. Tableau 5].

Tableau 4

### Répartition du temps de travail par sexe

	Femmes	Hommes	Ensemble
Quotité de travail de moins de 25%	4%	3%	3%
Quotité de travail entre 25% et 50%	5%	2%	4%
Quotité de travail entre 50% et 75%	11%	5%	8%
Quotité de travail de 75% et plus	10%	2%	6%
Temps plein	71%	88%	79%

Source : ACOSS - Pôle emploi SISF / DADS 2016

Tableau 5

### Les 10 premiers secteurs employeurs (NACE 700)

	Effectifs	Part
Administration publique générale	33 300	11%
Restauration traditionnelle	10 000	3%
Conseil en systèmes et logiciels informatiques	9 000	3%
Hôtels et hébergement similaire	8 800	3%
Activités hospitalières	8 400	3%
Nettoyage courant des bâtiments	7 200	2%
Hypermarchés	5 400	2%
Restauration de type rapide	5 000	2%
Hébergement médicalisé pour personnes âgées	4 500	1%
Supermarchés	4 500	1%
<b>Ensemble</b>	<b>309 400</b>	<b>100%</b>

Source : ACOSS - Pôle emploi SISF / DADS 2016

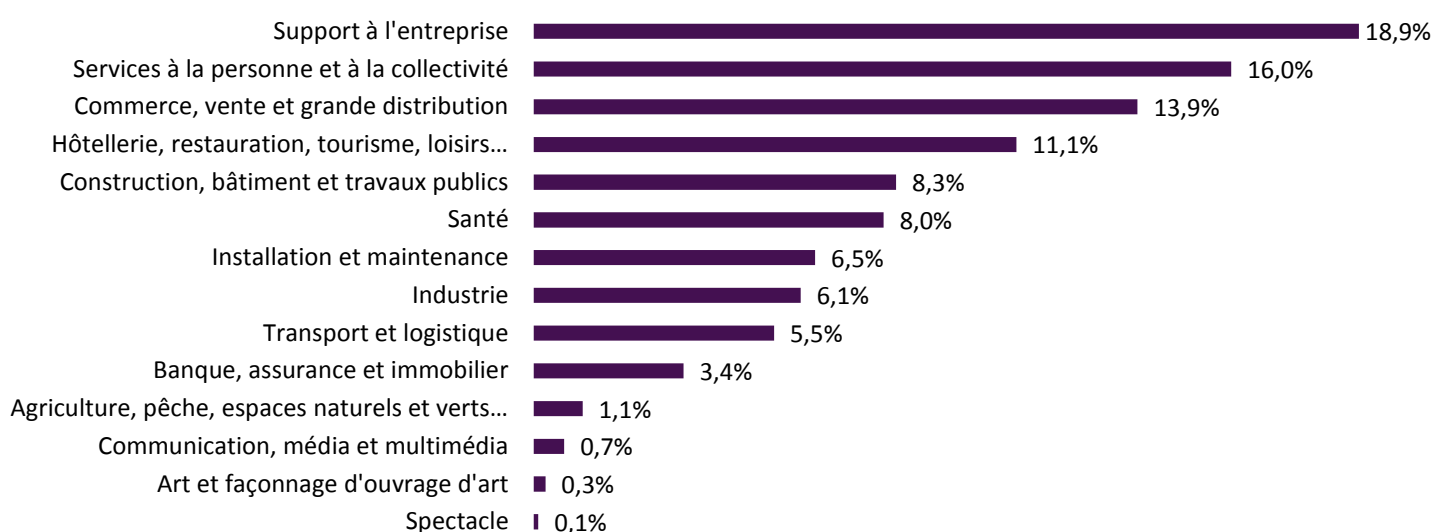
## 49% des offres d'emploi se répartissent sur trois domaines professionnels

Afin d'accroître la transparence du marché du travail, Pôle emploi a mis en place en 2015 un agrégateur des offres d'emploi. Les offres d'emploi diffusées par Pôle emploi et publiées sur le site internet de Pôle emploi proviennent ainsi de deux sources : les offres déposées directement à Pôle emploi par les employeurs et les offres transmises à Pôle emploi par des sites partenaires pour rediffusion.

De juillet 2019 à juin 2020, 125 950 offres d'emploi ont été diffusées sur le site de Pôle emploi dans les Alpes-Maritimes. 44% de ces offres ont été collectées par Pôle emploi et 56% transmises par des sites partenaires. Sur cette même période, les métiers du support à l'entreprise, des services à la personne et à la collectivité et du commerce, vente et grande distribution enregistrent le plus grand nombre d'offres diffusées avec respectivement 19%, 16% et 14%. [cf. Graphique 6].

Graphique 6

### Répartition par métier agrégé des offres d'emploi diffusées sur le site de Pôle emploi de juillet 2019 à juin 2020



Source : Pôle emploi, offres transmises par les partenaires et offres déposées à Pôle emploi, données brutes

Tableau 6

### Top 5 des métiers recherchés par les entreprises (offres diffusées)

Rang	Métier	Volume	Poids
1 <sup>er</sup>	Études et développement informatique	4 750	4%
2 <sup>e</sup>	Assistance auprès d'enfants	4 560	4%
3 <sup>e</sup>	Comptabilité	3 630	3%
4 <sup>e</sup>	Personnel de cuisine	3 030	2%
5 <sup>e</sup>	Soins d'hygiène, de confort du patient	2 570	2%

Source : Pôle emploi, offres transmises par les partenaires et offres déposées à Pôle emploi, données brutes

#### Impacts de la crise sanitaire sur les offres diffusées à Pôle emploi :

Compte-tenu du fait que les offres provenant des partenaires sont dépendantes des caractéristiques de ces derniers telles que la spécialisation par secteur, la popularité des sites, etc..., il convient d'analyser indépendamment les deux composantes des offres diffusées.

Le nombre d'offres partenaires sur les douze derniers mois à fin juin 2020 est de 70 600 (+22% sur 12 mois).

En ce qui concerne le nombre d'offres déposées à Pôle emploi, qui est une grandeur comparable dans le temps, il ressort de la crise sanitaire une baisse de -18% sur les douze derniers mois à fin juin 2020, soit un total de 55 300.

#### EN SAVOIR PLUS

- Offres diffusées par Pôle emploi en région ([lien](#))



## Une réduction du potentiel d'emploi

L'analyse des données ACOSS des flux d'emploi illustre un contexte défavorable. En effet, à fin juin 2020, le nombre de déclarations d'embauche sur les douze derniers mois diminue de -15% sur un an et s'établit à 746 200 unités [cf. Tableau 7]. En dehors du secteur des entreprises de travail temporaire (254 700 soit 34% des DPAE), les secteurs de l'hébergement restauration (133 700 soit 18% des DPAE et 27% des DPAE hors intérim) et de la santé humaine et action sociale (84 900 soit 11% des DPAE et 17% des DPAE hors intérim) sont ceux qui ont le plus embauché au cours de l'année. Toutefois, ils utilisent majoritairement les contrats précaires.

Tableau 7

### DPAE par durée de contrat (cumul entre juillet 2019 et juin 2020)

	Volume	Poids	Évolution
Contrats de moins d'un mois	310 800	42%	-21%
Missions intérimaires	256 200	34%	-9%
Contrats de six mois et plus	110 300	15%	-12%
-Autres- (*)	68 900	9%	
<b>Ensemble</b>	<b>746 200</b>	<b>100%</b>	<b>-15%</b>

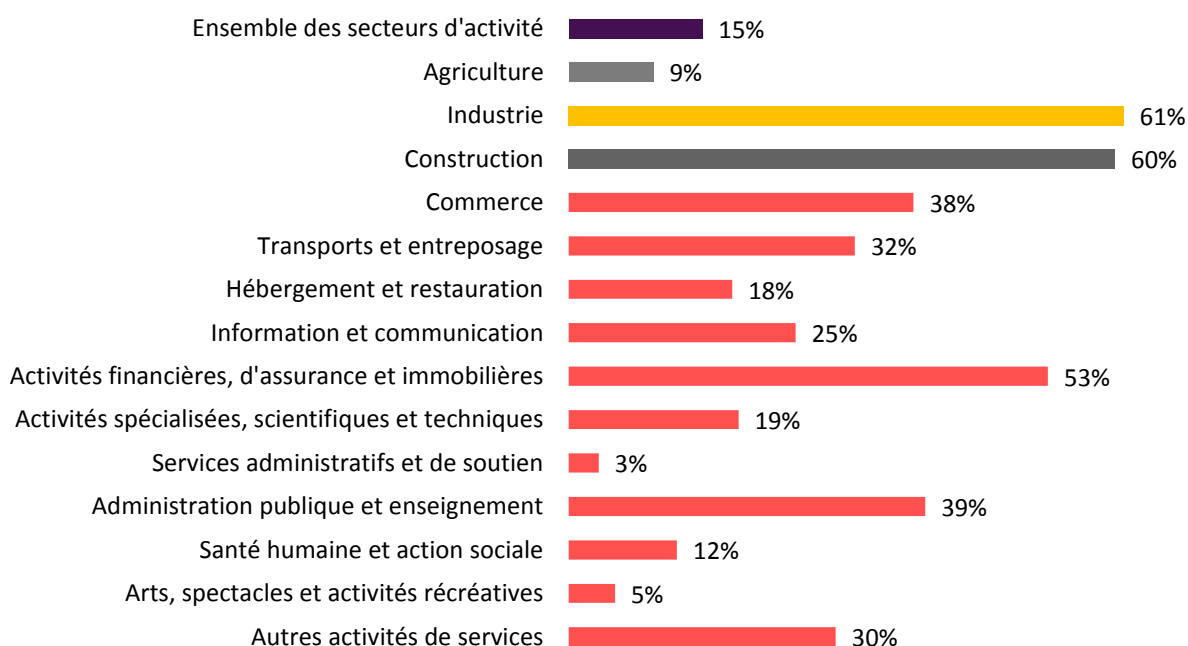
(\*) Autres comprend les "1-5 mois" et les "non renseignés"

Source : ACOSS - URSSAF, déclarations préalables à l'embauche

Les contrats de six mois et plus représentent 15% des DPAE. Les industries et les entreprises de la construction (respectivement 2% et 3% des DPAE hors intérim) s'orientent principalement vers de l'emploi durable avec des poids de contrats durables de l'ordre de 61% et 60%. Les secteurs du commerce (9% des DPAE hors intérim) a recours dans plus d'un tiers des cas à de l'emploi durable [cf. Graphique 7].

Graphique 7

### Poids des contrats de six mois et plus dans les DPAE par secteur d'activité (période d'observation juillet 2019 - juin 2020)



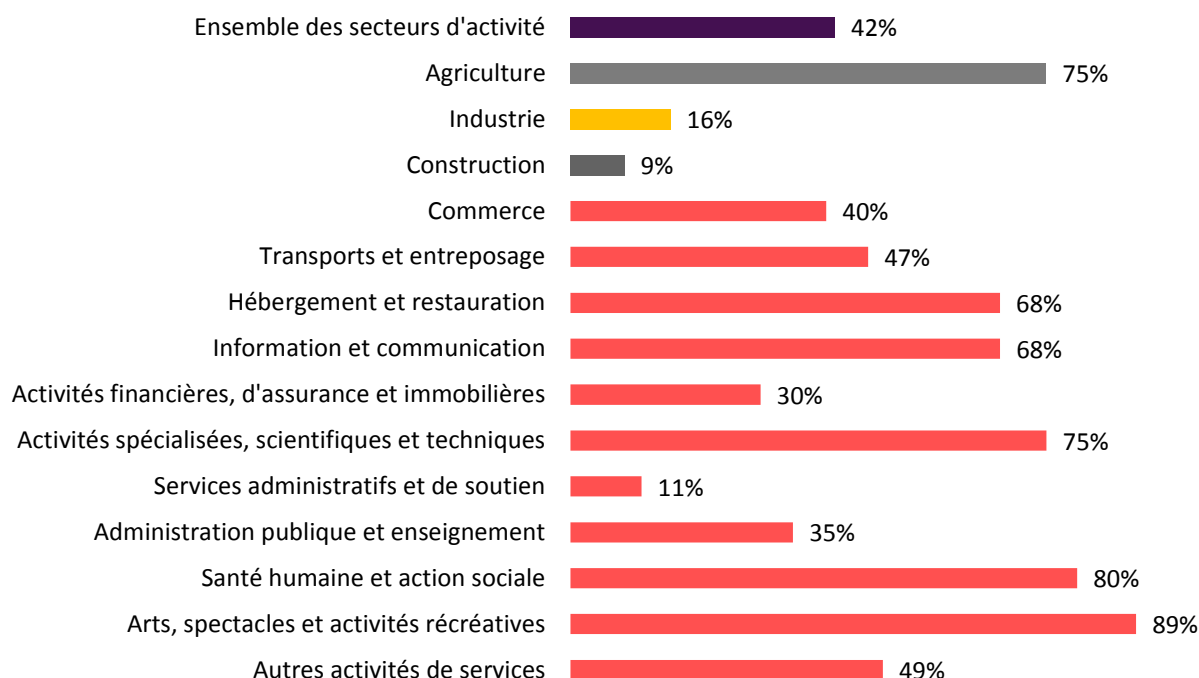
Source : ACOSS - URSSAF, déclarations préalables à l'embauche



Près de quatre DPAE sur dix concernent des contrats d'une durée inférieure à un mois. Néanmoins, pour la plupart des secteurs d'activité, le poids de ces contrats est supérieur [cf. Graphique 8], notamment pour certains secteurs « saisonniers », comme le spectacle et l'hébergement restauration (respectivement 8% et 27% des DPAE hors intérim). Le secteur de la santé humaine et action sociale présente aussi une part importante de contrats courts.

Graphique 8

### Poids des contrats de moins d'un mois dans les DPAE par secteur d'activité (période d'observation juillet 2019 - juin 2020)



Source : ACOSS - URSSAF, déclarations préalables à l'embauche

#### Impacts de la crise sanitaire sur les DPAE à Pôle emploi :

Sur les douze derniers mois et essentiellement sur le dernier trimestre, pendant lequel s'est déroulé le confinement, la plupart des sous-secteurs, exceptés ceux de l'administration publique et de l'information et communication, ont effectué moins de recrutements que sur la période annuelle précédente.

L'administration publique a recruté 15 400 contrats, soit +13% par rapport au cumul juillet 2018 - juin 2019. L'information et communication a embauché 13 300 personnes, soit +26% par rapport au cumul précédent. Ces augmentations sont cohérentes avec la crise sanitaire et le maintien de certaines activités. A contrario, certaines ont dû s'arrêter, réduisant les opportunités d'embauche, notamment dans l'hébergement restauration et des arts, spectacles et activités récréatives (-28% chacune). En effet, les cafés restaurants ont été fermés, les spectacles et manifestations ont été annulés. Les établissements de travail temporaire ont pourvu moins d'embauches que sur la période précédente (-8,5%), témoignant d'une baisse d'activité.

#### Les intentions d'embauches issues de l'enquête Besoins en Main d'Œuvre

##### Les intentions d'embauche issues de l'enquête Besoins en Main d'Oeuvre 2020 :

Cette enquête repose sur les réponses des employeurs, interrogés fin 2019 sur leurs intentions d'embauche et leurs difficultés de recrutement anticipées. Habituellement, l'enquête BMO sert à guider l'action publique en identifiant les métiers et les bassins d'emploi pour lesquels on observe de fortes intentions d'embauche, pouvant nécessiter de mettre en place par exemple des formations ou d'accompagner des mobilités professionnelles. Avec la crise du coronavirus, ces prévisions d'embauche ne sont évidemment plus d'actualité, et cette enquête ne pourra pas avoir le même usage opérationnel que les années précédentes. Cependant, les résultats de cette enquête donnent une information sur la conjoncture et les anticipations des employeurs fin 2019 : à ce titre, ils peuvent être utilisés à des fins d'études et de recherche.

#### EN SAVOIR PLUS

- Requêteur de données de l'enquête Besoins en Main d'Oeuvre 2020 en Provence-Alpes-Côte d'Azur ([lien](#))



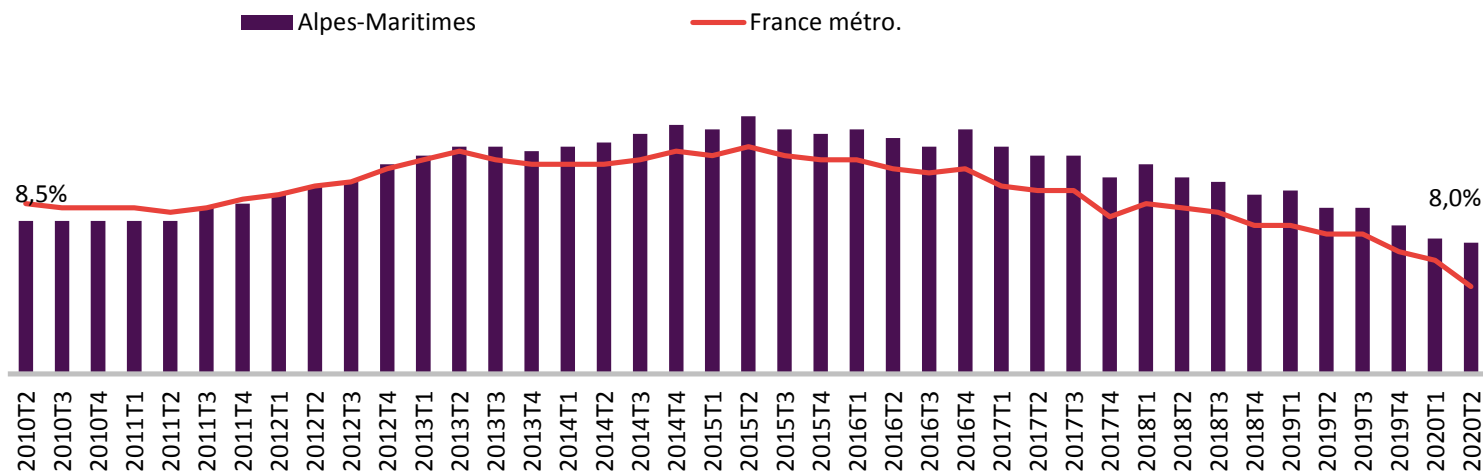


## La crise sanitaire a stoppé l'amélioration de la situation de la demande d'emploi entamée fin 2018

Le département des Alpes-Maritimes est en 19<sup>e</sup> position dans le classement des taux de chômage les plus élevés de France métropolitaine et reste à la 4<sup>e</sup> place (à égalité avec le Var) au niveau régional. Avec une baisse de -0,8 pt sur un an, le taux de chômage départemental descend à 8,0% au 2<sup>e</sup> trimestre 2020 et atteint un niveau inférieur à celui du 2<sup>e</sup> trimestre 2009. Il reste cependant supérieur au taux national (7,0%) [cf. Graphique 9].

Graphique 9

### Taux de chômage localisé

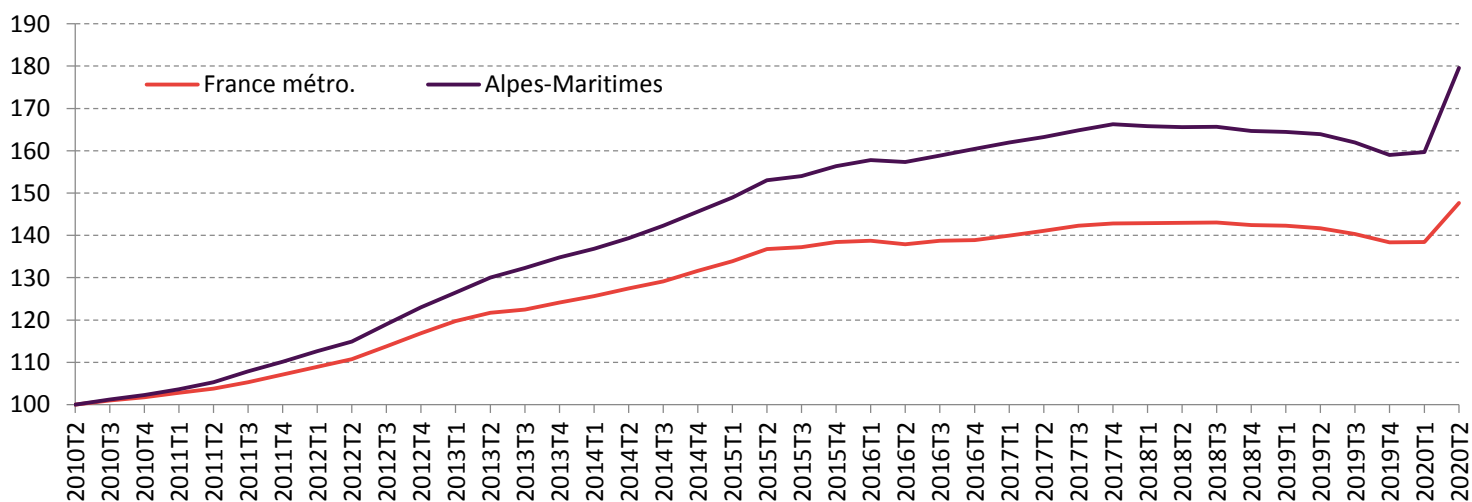


Source : INSEE, enquête Emploi

Du côté de la demande d'emploi, un niveau maximum a été atteint en juin 2020 avec 112 700 DEFM cat. ABC (demandeurs d'emploi à la recherche d'un emploi et immédiatement disponibles). La baisse du nombre de personnes inscrites à Pôle emploi amorcée en juin 2018 a été interrompue par le confinement (+9,6% par rapport à l'année précédente). Le département affiche une hausse deux fois plus rapide que la France métropolitaine (+4,2%) [cf. Graphique 10]. Sur les douze derniers mois, les entrées à Pôle emploi sont nettement supérieures aux sorties, notamment en mars et avril 2020 où elles sont respectivement 2 et 2,5 fois supérieures. La consigne de Pôle emploi pendant le confinement a été de ne pas procéder à des sorties pour radiation administrative, elles ont repris en juin 2020 mais sont près de six fois moins importantes qu'au même mois de l'année précédente.

Graphique 10

### Évolution de la DEFM cat. ABC



Source : Pôle emploi – DIRECCTE, STMT (données CVS-CJO)

## EN SAVOIR PLUS

- STatistiques Trimestrielles du Marché du Travail (STMT) en région Provence-Alpes-Côte d'Azur



## La demande d'emploi augmente quels que soient la tranche d'âge et le sexe

Sans distinction d'âge ou de sexe, le nombre de Demandeurs d'Emploi Fin de Mois (DEFM) catégories ABC avait démarré une baisse à partir du 3<sup>e</sup> trimestre 2018, qui s'est interrompue en mars 2020. La demande d'emploi des moins de 25 ans est la plus impactée par cette hausse récente (+25,8%) alors que les autres tranches d'âge connaissent un accroissement plus de deux fois plus lent.

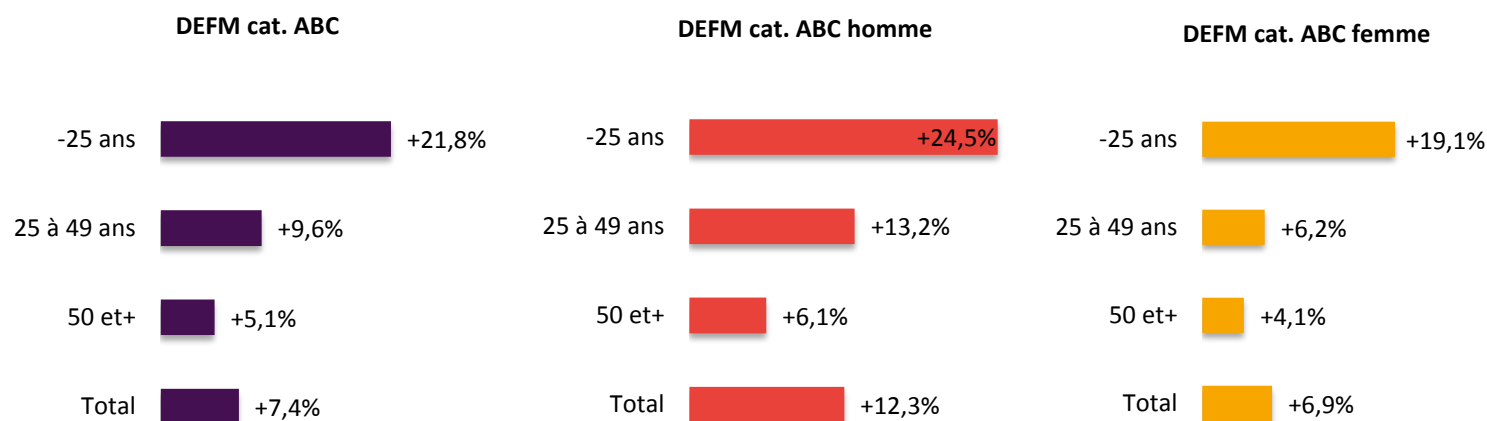
Ainsi, la population des moins de 25 ans connaît une hausse marquée au 2<sup>e</sup> trimestre 2020 pour se chiffrer à 13 400 personnes (soit +2 400 sur un an). Les 25-49 ans remontent à 67 200 (+5 900) et les seniors à 32 100 (+1 600). Pour les trois tranches d'âge, ces niveaux n'avaient encore jamais été atteints.

Les hommes sont plus affectés que les femmes, en particulier pour les moins de 25 ans.

La population des moins de 25 ans reste la moins représentée (12%) dans la demande d'emploi (14% FM) [cf. Graphique 11].

Graphique 11

### Évolution (juin 2019 - juin 2020) par sexe et âge de la DEFM cat. ABC



Source : Pôle emploi – DIRECCTE, STMT (données CVS)

## Le chômage de très longue durée perdure

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi depuis deux ans et plus, appelés Demandeurs d'Emploi de Très Longue Durée (DETLD), a doublé en sept ans, ce qui confirme l'enlisement au chômage, autant présent dans le département qu'au niveau national. 25 800 personnes sont touchées par ce phénomène au 2<sup>e</sup> trimestre 2020, soit 23% de la DEFM cat. ABC.

L'indicateur conjoncturel de durée au chômage, calculé par Pôle emploi (ICDC), évalue l'incidence de la conjoncture économique sur le marché du travail et les opportunités offertes pour sortir de la liste des demandeurs d'emploi. Les Alpes-Maritimes ont pris la crise sanitaire de plein fouet. Si la conjoncture économique au 2<sup>e</sup> trimestre 2020 se maintenait dans le département, un demandeur d'emploi resterait, en moyenne, inscrit près de 24 mois consécutifs à Pôle emploi (750 jours). Sur un an, cet indicateur augmente de 415 jours, soit 59 semaines. C'est, pour la première fois, le département dont l'ancienneté au chômage est la plus longue au cours du trimestre, et celui dont l'augmentation a été la plus forte.

Le nombre de demandeurs d'emploi restés inscrits en catégorie A (sans aucune activité), 365 jours parmi les quinze derniers mois, en cumulé ou non (Indicateur ACO3 de Pôle emploi) est de 25 800 à fin juin 2020, en hausse de +9,4% sur un an.



## EN SAVOIR PLUS

- Données détaillées chômage et demandeurs d'emploi ([lien](#))

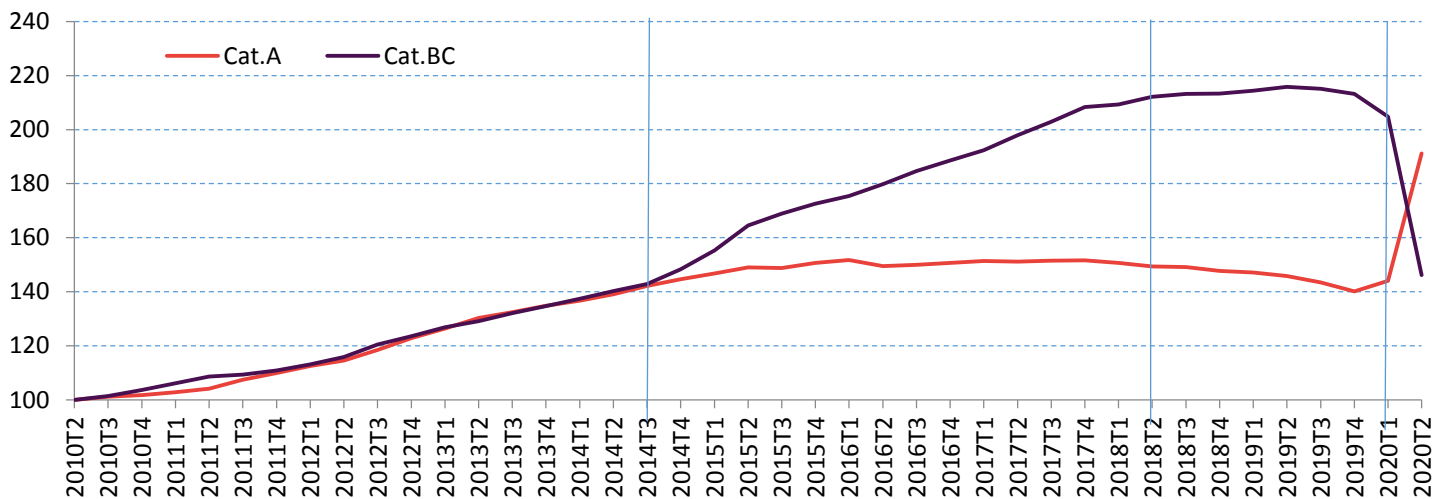


## Les mutations du marché du travail

Jusqu'en 2014, le nombre de demandeurs d'emploi augmentait selon le même rythme, qu'ils soient en activité ou non. De 2015 à 2017, le nombre de personnes exerçant une activité réduite de plus ou moins 78h (catégories B et C) poursuivait sa hausse tandis que le nombre de personnes sans activité (catégorie A) se stabilisait. Depuis juin 2018, la catégorie BC se stabilisait tandis que la catégorie A diminuait. La crise sanitaire a inversé ces tendances. Les bascules entre les catégories de demandeurs d'emploi A et BC impactent fortement l'amplitude des évolutions de chacune, dans un sens contraire à la tendance des précédents mois [cf. Graphique 12].

Graphique 12

Évolution (juin 2010 - juin 2020) de la DEFM cat. A et cat. BC en indice base 100



Source : Pôle emploi – DIRECCTE, STMT (données CVS)

## Près de 85 400 reprises d'emploi en 2019

Les sorties de la liste des demandeurs d'emploi pour reprise d'emploi, comptabilisées dans les déclarations des demandeurs d'emploi lors de leur actualisation mensuelle, ne représentent pas l'exhaustivité des reprises d'emploi. Une reprise d'emploi au sens de l'indicateur « ACO1 » de la convention tripartite de Pôle emploi est calculée pour les demandeurs d'emploi en catégories A et B au cours du mois M-1 qui ont un retour à l'emploi du type : AFPR / POE, DPAE de plus d'un mois, passage en catégorie C ou en E ou reprise d'emploi déclarée [cf. Tableau 8].

L'impact négatif de la crise sanitaire a commencé à se manifester sur cet indicateur au 1<sup>er</sup> trimestre 2020 avec un recul annuel de -20%.

Tableau 8

Modalité des reprises d'emploi des demandeurs d'emploi cat. AB au sens de l'ACO1 en 2019

	Volume	Poids	Évolution
Reprise d'emploi déclarée	9 140	11%	+3,0%
Passage en C	19 610	23%	+2,5%
Passage en E	150	0%	+23,3%
AFPR / POE	680	1%	-12,3%
DPAE durable	33 320	39%	+1,8%
DPAE non durable	22 530	26%	-1,8%
<b>Ensemble des reprises d'emploi</b>	<b>85 440</b>	<b>100%</b>	<b>+1,0%</b>

Source : Pôle emploi, Fichier historique données brutes – ACOSS, DPAE



## Le Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences 2019-2022 : une ambition forte et partagée

Le Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur a été signé mercredi 26 juin 2019 par le Préfet de région et le Directeur régional de Pôle emploi.

Le gouvernement vise au niveau national trois objectifs essentiels :

- former 1 million de demandeurs d'emploi peu ou pas qualifiés et 1 million de jeunes éloignés du marché du travail,
- mieux répondre aux besoins des métiers en tension dans une économie en croissance,
- contribuer à la transformation des compétences rendue nécessaire notamment par la transition écologique et à la transition numérique.

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, les moyens mobilisés pour le Plan d'Investissement dans les Compétences (PIC) sur la période 2019-2022 sont établis à 534 millions d'euros, soit plus de 133 millions d'euros par an. Le public PIC comprend les demandeurs d'emploi ayant un niveau de formation BAC (équivalent au BAC mais sans diplôme obtenu) et infra-BAC (strictement inférieur au BAC). Dans les Alpes-Maritimes, 54 700 personnes sont ciblées « PIC », soit 51% des DEFM cat. ABC [cf. Tableaux 9 et 10]. La part de public PIC, par rapport à la demande d'emploi de catégorie ABC, est plus importante pour les 50 ans et plus, les demandeurs d'emploi bénéficiaires de l'obligation d'emploi et ceux résidant en Quartier Prioritaire de la Ville (QPV).

Tableaux 9 et 10

### Caractéristiques du public PIC en juin 2020

France métropolitaine	Total	Part public	PIC	Part public	% PIC
Femmes	2 821 100	52%	1 404 500	48%	50%
Moins de 25 ans	664 600	12%	331 600	11%	50%
50 ans et plus	1 422 600	26%	941 900	32%	66%
Demandeurs d'Emploi de Longue Durée	2 611 400	48%	1 476 300	50%	57%
Bénéficiaires de l'Obligation d'Emploi	495 200	9%	350 900	12%	71%
Résidant en Quartier Prioritaire de la Ville	714 100	13%	487 400	17%	68%
<b>Ensemble des DEFM cat. ABC</b>	<b>5 417 800</b>	<b>100%</b>	<b>2 947 000</b>	<b>100%</b>	<b>54%</b>

Alpes-Maritimes	Total	Part public	PIC	Part public	% PIC
Femmes	54 700	51%	24 100	44%	44%
Moins de 25 ans	11 800	11%	5 600	10%	47%
50 ans et plus	31 600	29%	18 600	34%	59%
Demandeurs d'Emploi de Longue Durée	46 600	43%	23 800	44%	51%
Bénéficiaires de l'Obligation d'Emploi	8 900	8%	5 800	11%	65%
Résidant en Quartier Prioritaire de la Ville	9 900	9%	6 800	12%	69%
<b>Ensemble des DEFM cat. ABC</b>	<b>108 000</b>	<b>100%</b>	<b>54 700</b>	<b>100%</b>	<b>51%</b>

Source : Pôle emploi, STMT données brutes au 30 juin 2020

### Les entrées en formation (données régionales)



Source : Pôle emploi, Bilan du PRIC

### EN SAVOIR PLUS

- Le Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences (PRIC)

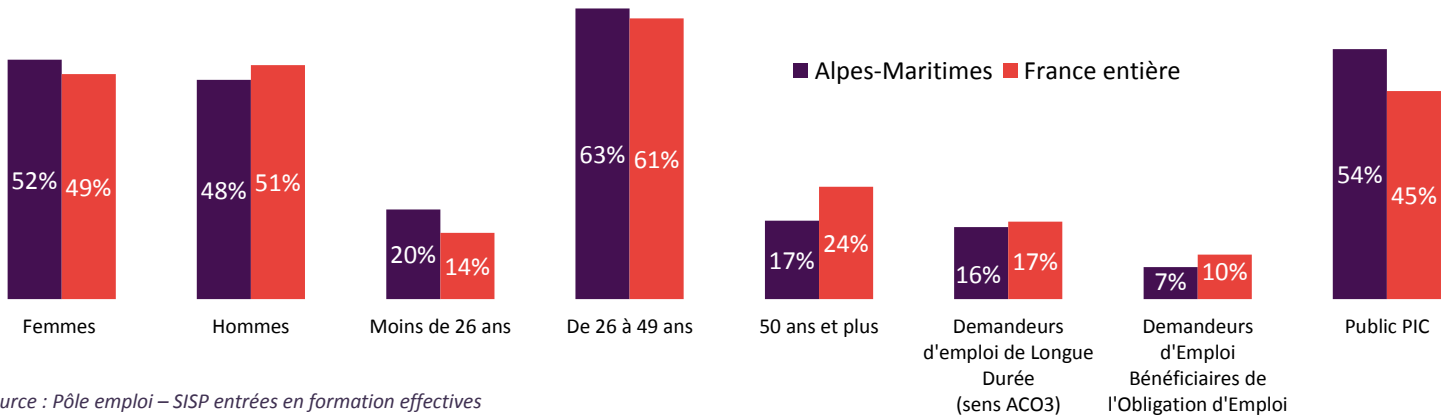


## 12 100 entrées en formation de demandeurs d'emploi en 2019

En 2019, ce sont près de 12 100 demandeurs d'emploi qui sont entrés en formation dans le département. Les Alpes-Maritimes représentent un peu plus de 1% des entrants en formation de France entière, et 20% de la région. Le profil des entrants en formation dans le département est globalement proche du profil national, à l'exception des moins de 26 ans (surreprésentés), des 50 ans (sous-représentés), et du public PIC (surreprésentés) [cf. Graphique 13].

Graphique 13

### Caractéristiques des demandeurs d'emploi entrants en formation en 2019



Source : Pôle emploi – SISP entrées en formation effectives

## Pôle emploi est le principal prescripteur de formation dans le département

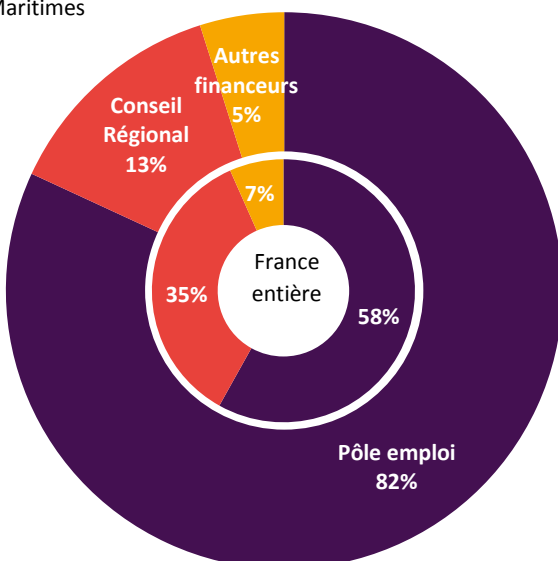
82% des formations du département sont financées par Pôle emploi en totalité ou en partie. Les Actions de Formation Conventionnée (AFC) sont les plus prescrites dans les Alpes-Maritimes (38% des aides contre 11% seulement au national). Les formations des Actions Individuelles de Formation (AIF) suivent avec 30% des aides contre 32% dans le pays. Les formations du Conseil Régional représentent 13% des aides (35% pour France entière) [cf. Graphique 14].

Les principaux domaines de formation sont les services aux personnes (dont les champs santé secteur sanitaire et hôtellerie restauration, 7% chacun), l'échange-gestion (dont le champ transport, 12%) et la formation générale, lettres, langues (dont le champ langues, 11%). Les cinq principaux champs [cf. Tableau 11] représentent un peu plus de quatre entrées en formation sur dix en 2018.

Graphique 14

### Les principaux financeurs de formation

Alpes-Maritimes



Source : Pôle emploi – SISP entrées en formation effectives

Tableau 11

### Les principaux champs de formation

Champs de formation	Entrées en formation	Part (en %)
Transport	1 421	12%
Langues	1 317	11%
Santé secteur sanitaire	877	7%
Hôtellerie restauration	855	7%
Secrétariat assistantat	709	6%
<b>Ensemble des entrées</b>	<b>12 060</b>	<b>100%</b>

Source : Pôle emploi – SISP entrées en formation effectives

## EN SAVOIR PLUS

- retrouvez les requêteurs sur les entrées et sorties de formation ([lien](#))

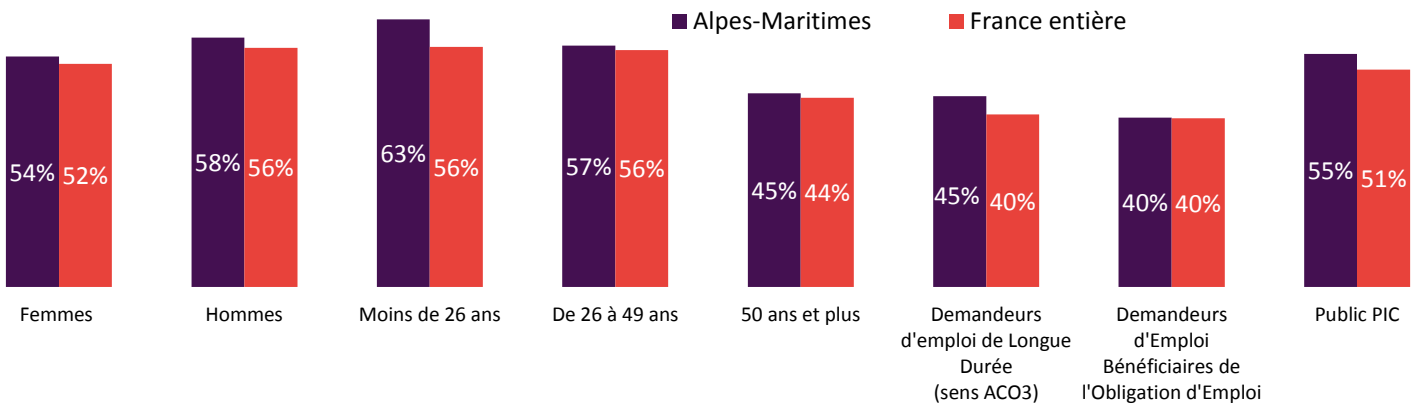


## 56% des sortants de formation ont accédé à un emploi six mois après la fin de leur formation

Dans les Alpes-Maritimes, près de 10 600 personnes sont sorties de formation en 2019. Parmi ces individus, 56% ont accédé à un emploi d'au moins un mois au cours des six mois qui ont suivi la fin de la formation. Au niveau des différents publics [cf. Graphique 15], certains accèdent plus favorablement à l'emploi comme les moins de 26 ans. D'autres comme les seniors, les demandeurs d'emploi de longue durée (au sens de l'ACO3) et les bénéficiaires de l'obligation d'emploi sont plus éloignés de l'emploi.

Graphique 15

### Taux d'accès à l'emploi six mois après la fin de la formation selon les caractéristiques des demandeurs d'emploi



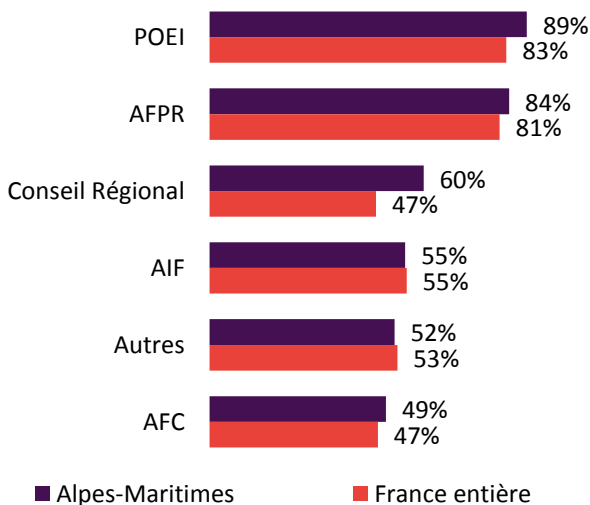
Source : Pôle emploi – FH sortants de formation ICT4 enrichi, SISP entrées en formation effectives

## Les POEI et les AFPR permettent un meilleur accès à l'emploi

Certaines formations financées, pour la totalité ou pour partie par Pôle emploi, font partie des actions de formation qui donnent les meilleurs accès à l'emploi en 2019 [cf. Graphique 16]. Les POEI et les AFPR ont les meilleurs taux d'accès avec 84% chacun, étant des formations préalables à l'embauche, juste devant les AIF (57%). Les domaines de formation qui permettent un meilleur accès à l'emploi sont celui de l'échange et gestion (61%) avec les champs transport, commerce, gestion financière, direction d'entreprise, celui des services à la collectivité (61%) et celui des services aux personnes (60%) avec les champs santé secteur sanitaire, hôtellerie restauration, action sociale [cf. Tableau 12].

Graphique 16

### Les accès à l'emploi selon le type de formation en 2019 (\*)



Source : Pôle emploi – SISP entrées en formation effectives

(\*) Les résultats des aides POEI et POEC n'étant significatifs pour certains départements (moins de 60 sortants de formation), elles sont affichées à 0.

Tableau 12

### Les principaux domaines par taux d'accès

Domaine	Taux d'accès à l'emploi	Sortants de formation
Services aux personnes	60%	2 700
Echange et gestion	61%	2 500
Formation générale, lettres et langues	53%	1 000
Information, communication	34%	1 000
Services à la collectivité	61%	800
<b>Total des sortants</b>	<b>56%</b>	<b>10 600</b>

Source : Pôle emploi – SISP entrées en formation effectives

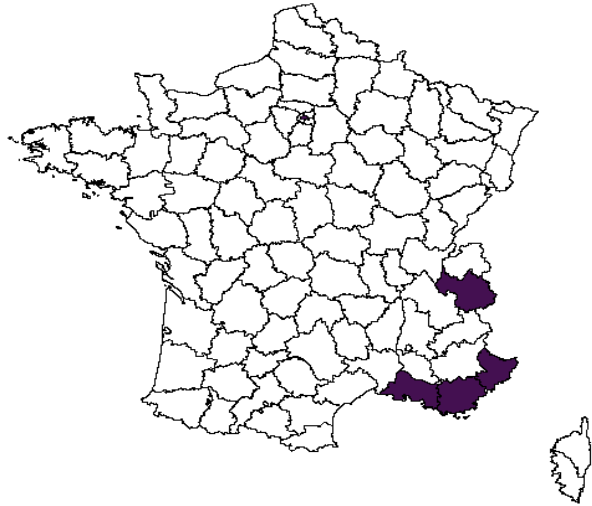


## Les mobilités géographiques des demandeurs d'emploi

L'observation du lieu de travail, par le biais de la reprise d'emploi (sens ACO1) et du lieu de résidence par le biais de la STatistique du Marché du Travail (STMT), permet d'identifier les départements où les demandeurs d'emploi cat. AB, inscrits en 2018, ont repris un emploi. Dans les Alpes-Maritimes, 92% des demandeurs d'emploi ont accédé à un emploi dans la région, et 87% ont accédé à un emploi dans le département. Hors département, ils se dirigent pour 2% des cas vers les Bouches-du-Rhône, le Var, et Paris, et pour 1% vers la Savoie [cf. Tableau 13].

Tableau 13

### Départements de travail les plus fréquents des DEFM cat. AB inscrits en 2018



#### Les 5 départements de travail les plus fréquents

Alpes-Maritimes	87%
Bouches-du-Rhône	2%
Var	2%
Paris	2%
Savoie	1%

#### Aide à la lecture :

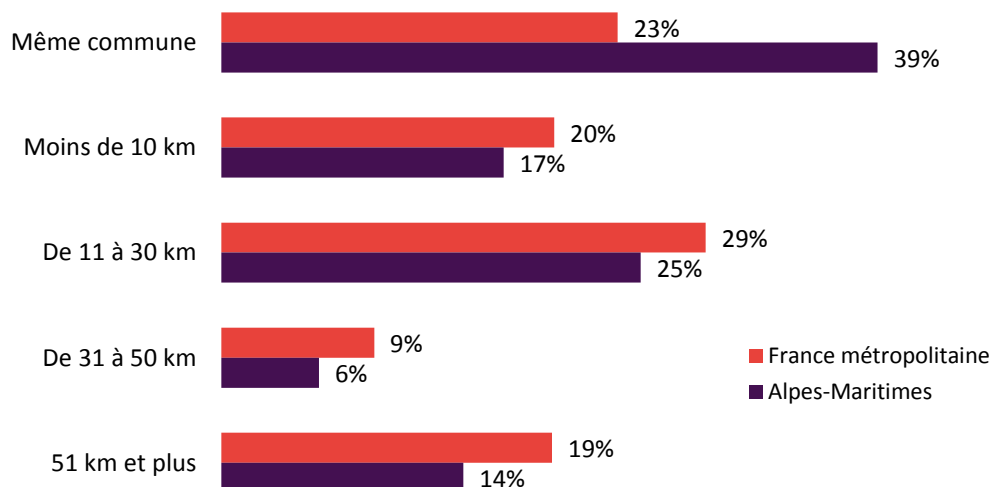
2% des demandeurs d'emploi cat. AB domiciliés dans les Alpes-Maritimes en 2018 ont trouvé un emploi à Paris.

Source : Pôle emploi, STMT – ACOSS, DPAE

Les demandeurs d'emploi du département sont peu mobiles sur le plan géographique : c'est le principal frein périphérique à l'emploi dans les Alpes-Maritimes. Dans près de deux cas sur cinq ils retrouvent un emploi dans leur commune de résidence (23% FM), alors que moins d'un sur cinq ont repris un emploi à plus de 50 km de leur domicile [cf. Graphique 17].

Graphique 17

### Répartition des DEFM cat. AB selon leur distance domicile-travail



Source : Pôle emploi, STMT – ACOSS, DPAE

### En résumé

Entre 1962 et 1999, le département a connu un fort essor démographique lié à une migration résidentielle. En ralentissement depuis, la population est quasi stable sur la dernière période de recensement 2012-2017 avec un taux de variation annuel de la population de seulement +0,02%. La faible attractivité de la région se confirme par un taux de variation annuel dû au mouvement migratoire de -0,04% sur cette même période.

La spécificité de l'emploi présentiel dans les Alpes-Maritimes (73%) oriente les demandeurs d'emploi vers de l'activité en lien avec les habitants du département et les biens et services qu'ils consomment.

Avec un taux de chômage de 8,0% au 2<sup>e</sup> trimestre 2020, la main d'œuvre départementale est touchée durablement par le chômage. Un autre facteur d'exclusion est le manque de ressources des ménages, il affecte d'autant plus les personnes en recherche d'emploi. En 2017, 44,5% des foyers fiscaux ne sont pas imposés. Le manque de ressources peut aller jusqu'à la pauvreté, 15,5% des habitants des Alpes-Maritimes, soit plus d'une personne sur sept, vivent sous le seuil de pauvreté. C'est le 24<sup>e</sup> département le plus touché de France métropolitaine. La moitié de la population y vit avec moins de 1797 euros par mois (INSEE). De même, la part du RSA dans la demande d'emploi est de 18% dans les Alpes-Maritimes et un demandeur d'emploi sur deux est indemnisé par l'assurance chômage. Toutefois, malgré un contexte économique et social fragile, la progression de la demande d'emploi s'était atténuée d'année en année. La crise sanitaire a stoppé les perspectives d'amélioration dans le marché du travail et de l'emploi.

La mobilité est le frein périphérique à l'emploi le plus fréquemment rencontré par le réseau des agences Pôle emploi. 87% des demandeurs d'emploi cat. AB qui ont accédé à un emploi l'ont retrouvé dans le département et seulement 14% à plus de 50 kms de leur lieu de résidence.

En outre, la formation demeure une solution pour s'adapter au marché de l'emploi. En 2019, ce sont près de 12 100 demandeurs d'emploi qui sont entrés en formation dans le département. 56% des sortants de formation ont accédé à un emploi de plus d'un mois au cours des 6 mois qui ont suivi la fin de formation.



Le diagnostic territorial est une démarche sur quatre niveaux (Direction Régionale, Direction Territoriale, Bassin d'emploi Pôle emploi, Agence Pôle emploi) qui analyse le territoire pour orienter l'action de Pôle emploi. Il se compose de trois étapes : l'environnement socio-économique, l'action de Pôle emploi et le partenariat. Le portrait socio-économique est construit en associant un thème à une variable discriminante. Pour ces variables, la valeur du territoire est comparée à celle de France métropolitaine. Les thèmes décrivent les dynamiques du marché du travail et de l'emploi affectant de façon significative et directe la capacité de retour à l'emploi des demandeurs d'emploi. Il s'agit notamment de la croissance démographique, du dynamisme économique et le potentiel d'emploi.

Le service Statistiques, Études, Évaluations de la Direction Régionale Provence-Alpes-Côte d'Azur de Pôle emploi réalise annuellement 29 documents, 1 portrait Régional, 6 portraits Départementaux et 22 portraits bassins d'emploi (cf. carte ci-dessous) :

Direction Territoriale 04-05 (Briançon, Digne, Gap, Manosque),

Direction Territoriale 06 (Antibes, Cannes, Grasse, Menton, Nice),

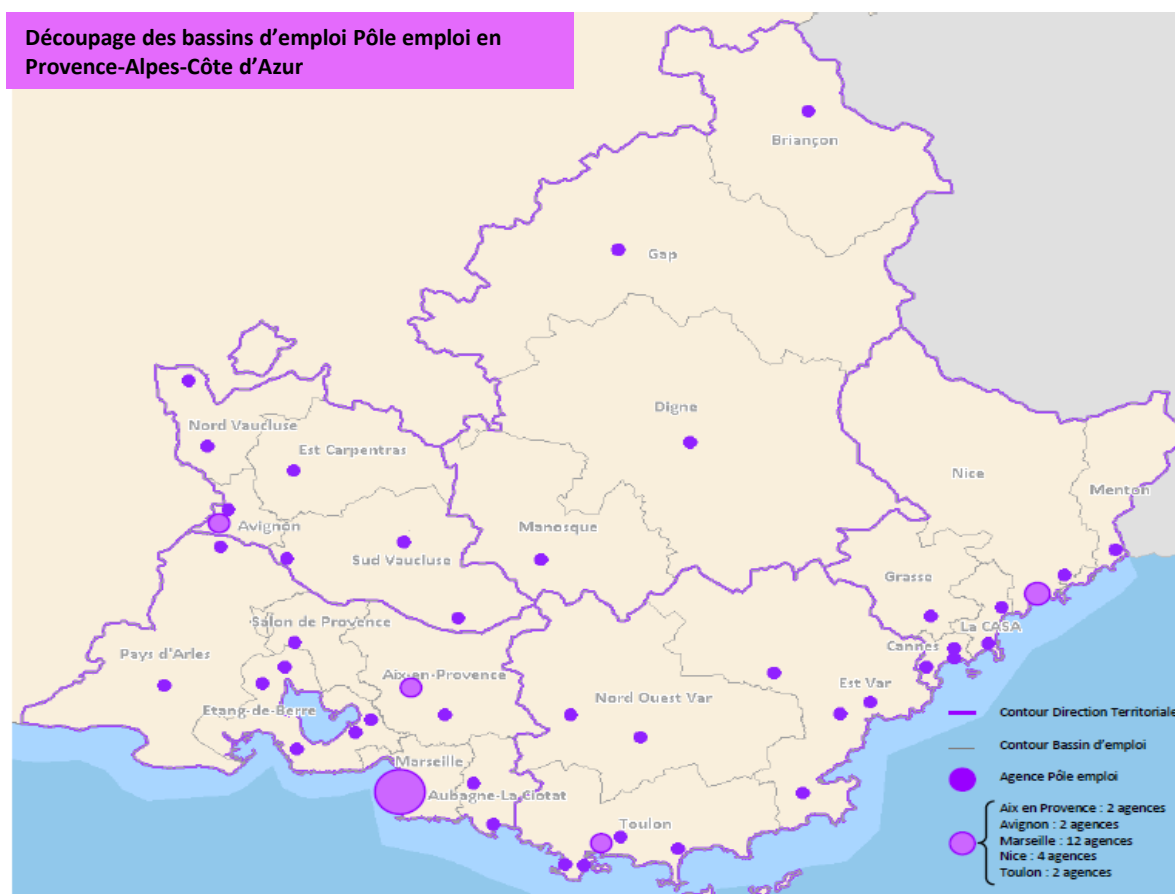
Direction Territoriale 13 (Aix-en-Provence, Aubagne-La Ciotat, Étang-de-Berre, Marseille, Pays d'Arles, Salon),

Direction Territoriale 83 (Est Var, Haut Var, Toulon),

Direction Territoriale 84 (Avignon, Est Carpentras, Nord Vaucluse, Sud Vaucluse).

Pôle emploi n'a pas retenu le découpage des zones d'emploi INSEE dans l'élaboration des bassins d'emploi, c'est une notion ressemblante mais différente. Un bassin d'emploi est un découpage initialement défini par l'ANPE puis par Pôle emploi. C'est un espace géographique où la majeure partie de la population habite et travaille. C'est un regroupement économique homogène d'agences Pôle emploi : en fonction de son adresse de résidence, chaque demandeur d'emploi s'inscrit à l'agence Pôle emploi qui couvre son bassin d'emploi.

Retrouvez toutes les informations sur la page régionale de [www.pole-emploi.org](http://www.pole-emploi.org) ainsi que les informations nationales sur [www.pole-emploi.org](http://www.pole-emploi.org).



Directeur de la publication  
Thierry LEMERLE

Directeurs de la rédaction  
Jean-Marie ROSSICH, Nicolas BIANCO

Réalisation  
Jocelyn VENTURA  
Direction de la Stratégie, Innovation & Lab  
Service Statistiques, études et évaluations

[www.pole-emploi.org](http://www.pole-emploi.org)



@Nous contacter : [statistiques.13992@pole-emploi.fr](mailto:statistiques.13992@pole-emploi.fr)

